

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, dans le journal égyptien "Al Ahram" du 19 avril 2006, notamment sur les relations franco-égyptiennes.

QUESTION - M. le Président de la République, bienvenue en Égypte et merci d'avoir accepté de répondre aux questions du quotidien Al Ahram. Ce mois ci, il y a tout juste dix ans, vous avez fait votre première visite en Égypte en tant que Président de la République. Beaucoup de changements intérieurs et extérieurs se sont passés depuis. Comment évaluez-vous votre prochaine visite en Égypte, surtout qu'elle arrive pendant une période très agitée dans la région du Moyen Orient ?

LE PRESIDENT - Tout d'abord, je suis très heureux de pouvoir m'exprimer dans un journal aussi prestigieux qu'Al Ahram et à l'occasion d'un déplacement en Égypte, qui est un pays que j'aime et que j'admire et où je ne vais pas assez souvent. Je tiens aussi à exprimer ma très grande joie de revenir en Égypte, à l'invitation de mon ami le Président Hosni MOUBARAK.

En outre, je veux dire que j'ai beaucoup d'estime pour le peuple égyptien. C'est un peuple courageux, c'est un peuple intelligent et qui assume ses responsabilités, qui sont considérables, dans le Moyen-Orient. C'est un peuple qui est à cheval sur l'Afrique et l'Asie et c'est un peuple qui a une responsabilité particulière dans l'équilibre général du Moyen-Orient, région attachante et difficile, terre de vieille civilisation.

Cette visite a un double objectif.

Il s'agit en premier lieu de donner une nouvelle impulsion à nos excellentes relations bilatérales, cimentées par une longue histoire et des liens d'amitié solides et confiants entre dirigeants, nourries d'échanges fréquents et à haut niveau qui ont désormais conduit à des consultations diplomatiques globales. Mon dernier voyage ici remonte à près de quatre ans. Depuis lors, l'Égypte a connu d'amples mutations. Confrontée à de grands défis, elle a fait le choix de la modernisation et de l'ouverture. La France souhaite l'accompagner dans cette voie. C'est donc le moment de faire le point sur notre coopération pour lui donner une nouvelle dynamique, dans le domaine culturel comme dans le domaine économique.

Par ailleurs, vous connaissez le contexte international actuel, où se multiplient les tensions dans la région et les motifs d'incompréhension entre peuples appartenant à des univers culturels différents. L'Égypte est un grand pays qui joue un rôle essentiel à la stabilité du Moyen-Orient, mais aussi de la Méditerranée et de l'Afrique. Elle partage avec la France tant de valeurs communes, fondées sur le dialogue et le respect de l'autre. C'est pour nous un partenaire global et constructif, au service de la paix, de la stabilité et du développement. Il est donc important que nos deux pays se concertent en permanence. Ma visite sera l'occasion de confronter nos vues et de voir comment agir face aux défis nouveaux.

QUESTION - Votre visite en Égypte arrive au moment où l'Égypte a connu des réformes importantes dans les domaines politique et économique, que le Président MOUBARAK a lancées. Comment voyez-vous ces réformes ?

LE PRESIDENT - La société égyptienne connaît en effet, depuis quelque temps, une véritable mutation. L'économie se modernise et s'ouvre au marché mondial. Les institutions se renouvellent également et l'année 2005 a connu un débat politique intense, avec la réforme du mode d'élection du chef de l'État, suivie des élections Présidentielles et législatives.

Ces changements, engagés sous l'impulsion du Président MOUBARAK, sont féconds et ils

Ces changements, engagés sous l'impulsion du Président MOUBARAK, sont reconnus et je souhaite apporter tout le soutien de la France à leur approfondissement. Elle est la patrie des droits de l'homme et voit la démocratie comme une valeur universelle, mais elle comprend que les réformes doivent être conduites par chacun à son rythme, souverainement et dans le respect de son identité. Un changement était nécessaire pour adapter l'Égypte aux nouvelles réalités d'un monde qui se globalise. Nul doute qu'il va se poursuivre et s'amplifier. L'important est que ce pays puisse déterminer souverainement et démocratiquement les voies et le rythme de sa modernisation. Je comprends que c'est l'intention du Président MOUBARAK dans le débat qu'il a proposé fin décembre pour les réformes constitutionnelles en Égypte.

QUESTION - Vous connaissez le Président MOUBARAK depuis les années où il était vice-Président et vous étiez maire de Paris. Comment ont évolué les relations entre vous deux pour qu'elles deviennent aujourd'hui une des plus importantes amitiés politiques au monde? Quels sont les éléments essentiels dans les analyses et la vision que vous partagez avec le Président MOUBARAK ?

LE PRESIDENT - Je connais le Président MOUBARAK depuis plus de trente ans. Je crois que je l'ai rencontré pour la première fois alors qu'il commandait l'armée de l'air égyptienne. Ensuite, je l'ai beaucoup vu lorsqu'il était vice-Président. C'est un homme pour qui j'ai, depuis longtemps, beaucoup d'estime. Nous avons toujours sympathisé, dès l'origine, et nous avons toujours été d'accord sur tous les problèmes que nous évoquions. Nos entretiens sont toujours comme des entretiens entre de vieux amis. L'ambiance est amicale et chaleureuse. Nous évoquons les problèmes très librement, il donne son avis, je lui donne le mien, sur tous les sujets.

Cette relation de confiance est ponctuée de nombreuses rencontres et de contacts téléphoniques fréquents. Tout au long de ces années, nous n'avons cessé de parler tous les deux des grandes questions de notre temps, qu'il s'agisse de la paix au Proche-Orient, de la stratégie pour lutter contre le terrorisme ou des moyens de construire des ponts entre les deux rives de la Méditerranée. Nous partageons un même attachement à la paix et la stabilité de la région, ancré dans la conviction que les conflits armés ne sont jamais une solution. Le Président MOUBARAK est un homme de sagesse et d'expérience dont le Moyen-Orient a besoin. Dialoguer avec lui m'a beaucoup éclairé sur les sensibilités de cette région. Une vision commune des défis et de la manière de les relever nous rapproche.

Cette vision se caractérise d'abord par la volonté de dialoguer en partenaires égaux, dans le respect de ce que nous sommes, de notre identité et de nos convictions.

Nous partageons la conviction que le droit international doit être notre loi, ce qui suppose notamment la pleine application des résolutions des Nations Unies. Dans un monde globalisé, le multilatéralisme s'affirme comme la meilleure méthode pour organiser les relations internationales.

Nous sommes tous deux convaincus, enfin, que le partenariat de nos deux pays peut contribuer à répandre l'esprit de dialogue, de concorde et de réconciliation dont les peuples de cette région ont tant besoin pour établir la paix, maintenir la stabilité et promouvoir le développement.

QUESTION - Les relations entre la France et l'Égypte ont été toujours considérées comme excellentes. Et sur le niveau économique la France est parmi les cinq premiers pays investisseurs en Égypte. Quels sont les nouveaux projets économiques que vous entendez discuter avec le Président MOUBARAK ?

LE PRESIDENT - Dynamisme et diversité caractérisent en effet nos échanges économiques. La France est aujourd'hui le troisième partenaire commercial de l'Égypte. Pour la seule année 2005, notre commerce bilatéral -importations et exportations- a augmenté de 50 %. Ce résultat traduit en particulier la mise en oeuvre du contrat de fourniture de gaz liquéfié signé par Gaz de France, le plus important jamais conclu entre nos deux pays. Avec ce contrat, l'Égypte va assurer environ 10 % des besoins français en gaz, se taillant ainsi une place essentielle dans la couverture de nos besoins énergétiques. C'est un bel exemple de coopération industrielle qui va en outre assurer le rééquilibrage des échanges commerciaux entre nos deux pays.

Par ailleurs, la France est aussi très présente dans le secteur des services. Nos entreprises mènent en effet une politique d'implantation sur le marché égyptien dans une très large gamme

d'activités, comme le tourisme, la distribution, les transports et les services informatiques et financiers.

Enfin et surtout, la France est devenue le deuxième investisseur étranger en Égypte, après les Etats-Unis, avec environ 90 entreprises présentes employant près de 36 000 Égyptiens avec près de deux milliards d'euros de participations. Un nombre toujours croissant d'investisseurs français est attiré par cette Égypte en croissance, placée au carrefour de plusieurs zones de libre-échange. Une Égypte qui s'ouvre et se libéralise, ce qui transforme rapidement le climat général des affaires.

S'agissant des projets concrets, je vais naturellement évoquer avec le Président MOUBARAK celui de la construction de la troisième ligne de métro du Caire, pour laquelle les entreprises françaises ont tant d'atouts, et à laquelle la France est prête à apporter une importante contribution.

C'est dire que la France est déterminée à faire le pari gagnant de l'Égypte. Pour entretenir cette dynamique, je serai accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires avec lesquels j'installerai, au sein de la technopole ultramoderne du "karya zakeya", le Conseil Présidentiel France-Égypte des affaires, dont la mission sera de conforter la dimension partenariale de nos relations. Nous évoquerons également la perspective de l'intervention en Égypte de l'agence française de développement.

QUESTION - Monsieur le Président, vous parlez toujours de la nécessité du dialogue entre les civilisations et la France a toujours eu un rôle dans le renforcement du respect de la culture de l'autre. Maintenant vous allez inaugurer l'université française en Égypte, comment envisagez vous son rôle dans le maintien du dialogue des cultures entre la France et l'Égypte, d'un côté, et la France, l'Égypte et le monde, de l'autre? Et quels sont les aspects de coopération dans le domaine de l'éducation que vous allez discuter avec le Président Égyptien ?

LE PRESIDENT - Je suis convaincu de la nécessité d'un dialogue des cultures. Par conviction personnelle d'abord : j'aime et je connais un peu l'histoire du Moyen-Orient, de ses civilisations. Cette connaissance de l'histoire m'a conduit tout naturellement à en respecter les hommes. Quand on respecte les hommes, on les comprend mieux. Et les gens voient bien quand on les respecte et quand on ne les respecte pas

De ce point de vue, les échanges culturels et linguistiques sont en effet essentiels pour entretenir la fraternité entre les peuples des deux rives de la Méditerranée.

A cet égard, l'inauguration officielle de l'Université française d'Égypte constituera l'un des temps forts de ma visite. Cette université égyptienne de langue française, en projet depuis une dizaine d'années, en fonction depuis maintenant trois ans, a su conquérir un public et asseoir sa réputation par la qualité de ses enseignements. C'est la seule institution égyptienne où le français soit langue d'enseignement, au même titre que l'arabe ou l'anglais. Les études y sont sanctionnées par des diplômes délivrés à la fois par l'UFE, mais aussi par des universités françaises, ce qui permettra aux étudiants de poursuivre plus facilement des études en France ou en Europe. Il va de soi que de tels diplômes constituent une voie privilégiée pour faire carrière, notamment dans ces entreprises françaises qui s'implantent en nombre croissant dans votre pays. D'ailleurs, l'UFE n'a pas eu de mal à intéresser mécènes et investisseurs privés, auxquels je tiens ici à rendre un hommage tout particulier.

Au-delà, l'Égypte et la France sont unies par des liens culturels d'une nature et d'une force particulières que cette visite permettra de renforcer. L'Égypte fascine la France, elle est sa part de rêve. Que serait notre capitale sans l'obélisque de la Concorde offert par Mehmet Ali ? De son côté, la France a porté et porte le meilleur d'elle-même en Égypte. Champollion, en perçant le mystère des hiéroglyphes, a contribué à restituer leur passé aux Égyptiens. Au siècle dernier, les Français ont contribué à l'industrialisation et à la modernisation de l'Égypte dans tous les domaines, agriculture, médecine, enseignement... Aujourd'hui, la passion égyptienne continue d'habiter la France. Notre coopération archéologique reste sans équivalent. Cette fascination s'exerce non seulement sur les égyptologues, mais aussi sur tout le grand public. 500 000 touristes français se rendent chaque année en Égypte. Des milliers de Français expatriés y vivent.

Tous ces éléments contribuent de façon essentielle à la richesse de notre relation, par-delà la Méditerranée.

QUESTION - Le dialogue entre les cultures et les religions dans le monde, s'impose sur la situation intérieure en France à cause de l'existence d'une grande communauté musulmane, la religion musulmane est la deuxième religion en France. Comment envisagez-vous les relations avec les musulmans en France dans le cadre des confrontations internationales contre l'Islam qui se passent aujourd'hui ? Et comment le gouvernement français envisage-t-il de réformer la situation des communautés marginalisées en France, et quelle était la raison des perturbations des banlieues qu'a connues le pays dernièrement ?

LE PRESIDENT - La façon dont vous posez cette question est très significative, me semble-t-il, des risques d'amalgames ou de confusion dans lesquels on tombe trop souvent lorsqu'on évoque les relations entre chrétiens et musulmans, Orient et Occident, Sud et Nord.

Je ne crois pas qu'il y ait confrontation entre le monde arabo-musulman et le reste du monde de tradition chrétienne ou judéo-chrétienne. Je ne crois pas à la fatalité d'une guerre des civilisations ou des cultures. Les prophètes de mauvais augure qui l'annoncent cherchent, dans le cadre d'un monde où nos destins deviennent solidaires, à globaliser des problèmes qui n'ont rien à voir entre eux. En fait, c'est plutôt d'un choc des ignorances que d'un choc des civilisations qu'il s'agit. Mais parce que le piège des amalgames existe, nous devons promouvoir l'esprit de tolérance et de dialogue, le respect de l'autre, l'éducation et la culture, de même que l'affirmation des valeurs humanistes. C'est d'autant plus nécessaire que les peuples n'ont pas été préparés à la cohabitation des cultures à laquelle nous conduit la mondialisation, et que cela exige des précautions.

A cet égard, je comprends que la publication en Europe de certaines caricatures ait suscité l'incompréhension et la réprobation chez de nombreux musulmans. Au cours de cette crise, j'ai affirmé la position de la France en condamnant toutes les provocations manifestes, susceptibles d'attiser les passions et de blesser dans la foi et les croyances. J'ai insisté sur le fait que la liberté d'expression, qui constitue un des piliers de notre République, devait s'exercer dans un esprit de responsabilité et reposer également sur les valeurs de tolérance et de respect. J'ai parallèlement condamné les violences qui se sont exercées à l'encontre de ressortissants européens ou de missions diplomatiques. De tels actes étaient inacceptables et ont fait le jeu des extrémistes. Pour sa part, et j'en viens ainsi à l'autre aspect de votre question, la France respecte toutes les religions et toutes les convictions. L'islam, qui est effectivement devenu la deuxième religion pratiquée dans notre pays, y a toute sa place. Beaucoup de musulmans de France ont d'ailleurs la nationalité française. La tradition de pluralisme religieux qui est celle de la France appelait toutefois une organisation particulière pour assurer la coexistence harmonieuse entre toutes les religions et croyances. Ainsi avons-nous fait le choix de la laïcité qui signifie neutralité de l'État et de ses institutions, non pour nier la réalité ou les droits des religions, mais au contraire pour leur permettre de vivre ensemble. Dans ce cadre, la France est exemplaire les musulmans y bénéficient d'une entière liberté de pensée, de conscience et de culte comme ceux qui pratiquent d'autres religions et surtout les religions du Livre.

Enfin se pose le problème des difficultés d'intégration rencontrées par certaines personnes, souvent issues de l'immigration, qui habitent dans des quartiers difficiles. C'est une question complexe qui appelle une réponse globale : la lutte contre les discriminations, dans laquelle nous avons marqué des points grâce à une action déterminée - je pense en particulier à la Haute autorité pour la lutte contre la discrimination, dont les compétences viennent d'être élargies pour mieux lutter contre les pratiques discriminatoires inacceptables. Nous devons également promouvoir l'égalité des chances dans le domaine de l'emploi, de l'accès au logement, de l'éducation... Et puis, à l'autre bout de la chaîne, se pose la question des flux migratoires qui appelle une réponse concertée au sud et au nord de la Méditerranée.

Ce sont naturellement des thèmes sur lesquels j'écouterai attentivement les avis et les commentaires du Président MOUBARAK.

QUESTION - Vous avez eu des points de vue proches de ceux du Président MOUBARAK sur le combat contre le terrorisme, surtout que vous le considérez comme un phénomène international

combat contre le terrorisme, surtout que vous le considérez comme un phénomène international pas seulement musulman, aujourd'hui, et face à une hostilité croissante contre le monde musulman, comment envisagez-vous la coopération avec l'Égypte pour combattre ce fléau international ?

LE PRESIDENT - Le terrorisme, c'est la barbarie. La France l'a toujours condamné sous toutes ses formes et d'où qu'il vienne car rien ne peut le justifier. Le terrorisme est un phénomène qui a des causes diverses et que l'on trouve hélas sur de nombreux continents. Le monde musulman, qui en est la première victime. Durant la série d'attentats qui ont touché l'Égypte en 2004 et 2005, la France a marqué sa solidarité avec votre pays et exprimé sa vive sympathie aux familles des victimes de ces actes inhumains. Elle soutient également les initiatives diplomatiques de l'Égypte pour unir les efforts de tous dans la lutte contre le terrorisme, dans le cadre des Nations unies et lors du sommet de Barcelone. J'espère que l'Égypte pourra à son tour progresser vers l'adoption de la convention globale de l'ONU contre le terrorisme.

Comme vous le savez, la France a payé elle aussi, par le passé, un lourd tribut au terrorisme. Elle y a toujours répondu avec la plus grande fermeté. Elle sait que certains mouvements terroristes exploitent les bouleversements et les incompréhensions qu'engendre la mondialisation. C'est une raison supplémentaire pour encourager, tout au contraire, le dialogue des cultures afin que nos différences soient mieux comprises et perçues dans un esprit de tolérance mutuelle et d'ouverture.

QUESTION - Pendant des années vous avez maintenu un dialogue continu avec le Président MOUBARAK, sur les problèmes du Moyen Orient et les problèmes mondiaux, sur lesquels vous avez eu des opinions proches. Comment envisagez-vous la possibilité d'une coordination de vos efforts en vue de faire sortir la région de son cercle infernal de violence ?

LE PRESIDENT - Il n'y a pas de solution à ce problème des relations entre Israël et les Palestiniens en dehors d'un accord, qui ne peut venir qu'après un dialogue. Il y a eu dans ce domaine des progrès, puis des reculs. On n'imposera pas une situation à l'un de ces deux peuples. Il faut négocier un accord.

Il est vrai que la question de la paix au Proche-Orient est un sujet sur lequel le Président MOUBARAK et moi avons beaucoup discuté et nous sommes toujours trouvés en grande convergence de vues. Depuis de longues années, nous disons que la paix dans la région passe par l'émergence de deux États vivant côte à côte dans le respect de la dignité de chacun et dans la sécurité. La France, amie du peuple palestinien et d'Israël, souhaite que le premier puisse rapidement concrétiser son aspiration légitime à la création d'un État souverain et que le second trouve la sécurité à laquelle il a droit.

Mais nous savons aussi que seule la négociation permettra de progresser, et que rien de durable ne se construit sur la violence. C'est pourquoi la France et l'Égypte ont toujours appuyé les efforts accomplis depuis Oslo pour aboutir à une solution négociée, donc durable. Elles ont soutenu les efforts du Quart et pour promouvoir une solution équilibrée et réaliste, dans le cadre de la feuille de route. Elles ont soutenu de façon constructive le retrait israélien de Gaza qui, au-delà de sa dimension unilatérale, devait constituer un pas dans la mise en œuvre de la feuille de route. Je veux rendre un hommage particulier au rôle joué par l'Égypte à Gaza.

Aujourd'hui, les élections israéliennes étant passées, la communauté internationale doit se réimpliquer fortement. Nous allons naturellement y réfléchir ensemble.

QUESTION - La victoire du Hamas dans les élections démocratiques et libres en Palestine a suscité l'opposition de pays, surtout Israël et les États-Unis et l'Union Européenne. Vous avez appelé le Hamas à respecter les règles de droit qui s'imposent dans le monde, dont la renonciation officielle à la violence. Mais Israël continue à pratiquer la violence contre les Palestiniens et à affaiblir le nouveau gouvernement. Quelle est la position de la France vis-à-vis de la politique israélienne contre Hamas ? Et pensez-vous qu'il y a toujours une possibilité de sauver le processus de paix ?

LE PRESIDENT - Des élections démocratiques ont eu lieu et les Palestiniens ont choisi. La France respecte ce choix.

En revanche, la question de l'assistance à l'autorité palestinienne se pose avec l'arrivée au

pouvoir du Hamas, inscrit sur la liste européenne des organisations terroristes pour avoir préconisé et pratiqué le terrorisme comme forme normale de l'action politique. A cet égard, la position de la France est identique à celle des membres du quart et. Tout contact avec le gouvernement du Hamas passe par le respect de trois principes : la reconnaissance d'Israël, la renonciation à la violence et la reconnaissance des accords signés entre l'OLP et Israël, en particulier les accords d'Oslo. Nous savons également que la situation dans les territoires palestiniens est très difficile et que le maintien de l'aide internationale est nécessaire. Aussi l'Union européenne, qui est depuis les accords d'Oslo le premier bailleur de fonds dans les territoires, a-t-elle décidé de poursuivre toute son aide humanitaire, qui passe par l'UNRWA et les ONG, ce qui représente environ la moitié de l'aide jusqu'alors accordée. S'agissant du reste, c'est-à-dire de l'aide directe à l'autorité palestinienne, nous sommes dans une phase de réexamen. Nous allons y procéder avec le souci de répondre aux besoins impérieux des populations. Bien entendu, je traiterai en détail de ce problème avec M. Mahmoud Abbas, que je recevrai à Paris à la fin de ce mois.

Pour ce qui est des espoirs de paix, l'arrivée du Hamas au pouvoir change bien évidemment la donne régionale. Il est trop tôt pour dire quel sera son impact réel sur les perspectives de règlement dans une région où, vous le savez, tout est susceptible d'évoluer très vite.

Dans l'immédiat, nous appelons le Hamas à comprendre que la voie de la violence est sans issue et à poursuivre sa transition vers l'action politique, en continuant de respecter la trêve et en s'engageant dans un processus de renonciation à la violence et de reconnaissance d'Israël. Il a accepté de prendre part aux élections, il lui faut désormais aller jusqu'au bout de cette logique. Il n'existe pas d'alternative.

Mais nous disons aussi aux Israéliens qu'il faut écarter la tentation de l'unilatéralisme, cesser les assassinats ciblés et la poursuite de la colonisation. Une paix juste et durable dans la région ne pourra pas être imposée par l'une ou l'autre des parties. Au bout du compte, nous le savons tous, Israéliens et Palestiniens le savent aussi, il n'y a pas d'alternative à la reprise de réelles négociations. J'appelle donc les deux parties à faire les gestes nécessaires pour qu'elles reprennent. Il n'y a pas d'alternative là non plus.

QUESTION - Les relations entre la France et Israël ont eu, pendant votre présidence, plusieurs perturbations, comment voyez vous l'avenir des relations entre vos deux pays après les élections israéliennes et la formation d'un gouvernement de coalition présidé par le parti centriste Kadima et son chef Ehud OLMERT? Et pensez vous que ces relations pourraient influencer négativement, ou peut être positivement, sur les liens forts entre la France et le monde arabe?

LE PRESIDENT - La France est attachée à la légitimité d'Israël et entretient avec l'État hébreu, depuis sa fondation, une relation d'amitié que le processus de relance des relations bilatérales mené depuis quelques années a permis de renforcer. S'agissant du processus de paix, cette relation s'est toujours appuyée sur une position équilibrée, qui se manifeste par une action résolue en faveur d'une solution juste et durable au conflit.

Les élections législatives ont permis au peuple israélien de manifester de la façon la plus nette son aspiration à une solution au conflit. Ceci suppose la reprise d'un processus fondé sur la négociation. A cet égard, je relève que le Premier Ministre OLMERT a marqué, dès le succès de son parti, que sa première option était de reprendre des négociations. Soyez certain que la France et l'Union européenne mettront tout leur poids et toute leur influence au service d'un tel projet.

QUESTION - Après la victoire d'Ehud OLMERT, chef du parti Kadima dans les élections israéliennes, et avant lui, la victoire du parti Hamas dans les territoires palestiniens, croyez vous que le processus de paix entre les Israéliens et les Palestiniens a atteint le point de non retour? Et quel rôle, la France, peut elle jouer pour rapprocher les deux camps, qui ne se reconnaissent pas?

LE PRESIDENT - Le seul point de non-retour que je puisse imaginer est celui qui sera atteint avec la paix elle-même. Les événements des derniers mois ont certes créé une situation d'incertitude. Incertitude sur la capacité du nouveau gouvernement palestinien à répondre de façon efficace aux aspirations de son peuple, ce qui passe nécessairement par le respect des principes rappelés par

la communauté internationale. Incertitude également sur la direction que prendra le futur gouvernement israélien, alors que la tentation des initiatives unilatérales reste forte en Israël. De cette séquence, je veux aujourd'hui retenir une chose : le principe démocratique s'est exprimé par deux fois, de part et d'autre. Or ce principe a toujours été le meilleur allié de la paix. C'est ce désir de paix que le peuple israélien a exprimé le 28 mars dernier, et il passe nécessairement par une solution négociée et c'est ce désir de paix qui reste au cœur des aspirations du peuple palestinien. Je veux espérer que les responsables concernés sauront l'entendre et adopter des positions conformes aux vœux de la communauté internationale : alors tout sera possible de nouveau.

QUESTION - La violence continue en Irak, ce qui menace ce pays d'une guerre civile meurtrière. Les Etats-Unis continuent de provoquer la violence. Comment envisagez vous sauver l'Irak d'un éventuel partage? Et pensez vous que l'Union Européenne pourrait avoir un rôle dans ce but? Et comment la France évalue la dernière offensive américaine contre les sunnites?

LE PRESIDENT - Le peuple irakien est un vieux peuple, héritier d'une vieille civilisation et il est un peu divisé, traditionnellement. Tout le problème, c'est qu'il faut privilégier ce qui le rassemble et essayer d'éviter ce qui le divise.

Là comme ailleurs, la logique sécuritaire ne peut à elle seule ramener la paix. Plus que jamais, je crois qu'un Irak uni, souverain, démocratique et stable, vivant en bonne intelligence avec ses voisins, est indispensable à la paix. Un conflit inter-communautaire aurait des répercussions dramatiques, et en Irak, et au-delà. Mais il n'y a pas de fatalité qui nous y entraîne. Les Irakiens peuvent encore et doivent se rassembler sur la base d'un pacte national qui garantisse l'intégrité du pays et permette à chacun de trouver sa place dans les nouvelles institutions.

Pour parvenir à un consensus entre toutes les familles du pays, un engagement positif des Etats voisins est nécessaire. L'éclatement de l'Irak ne serait de l'intérêt de personne. S'ils jouent collectivement un rôle constructif pour aider l'Irak à préserver son unité nationale et construire un État de droit, alors tout redevient possible.

C'est pourquoi l'initiative de réconciliation de la Ligue arabe doit être encouragée et a reçu le plein soutien de la France. Voici quelques mois, toutes les parties Irakiennes réunies au Caire s'étaient entendues sur un communiqué final condamnant le terrorisme, mais appelant également à un retour complet à la souveraineté de ce pays. C'est ce que la France a été la première à encourager dès la fin des opérations militaires, afin que les Irakiens redeviennent maîtres de leur destin.

Bien que la force multinationale soit déployée en Irak conformément à la résolution 1546 des Nations unies, cette présence étrangère suscite l'hostilité d'une partie de l'opinion irakienne. Cette question est cruciale pour le succès du dialogue national que j'appelle de mes vœux. Si un horizon était fixé pour son départ, alors les Irakiens pourraient plus facilement entrer dans une logique de responsabilité.

QUESTION - Vous avez eu une position commune avec le Président MOUBARAK en souhaitant que l'AIEA se prononce en faveur d'un Moyen Orient libre d'armes de destruction massive. Comment peut on réaliser cela alors que l'Iran insiste à continuer son programme nucléaire? Et est ce que la France soutient la position américaine d'une éventuelle attaque préventive contre l'Iran ? Et comment envisagez vous la réalisation de ce but alors qu'Israël continue sa politique nucléaire d'opacité?

LE PRESIDENT - L'attitude actuelle de l'Iran est une source d'inquiétude pour la région et l'ensemble de la communauté internationale. Bien entendu, nous ne mettons pas en cause le droit légitime de ce pays à l'énergie nucléaire civile, dès lors qu'il respecte ses engagements en matière de non-prolifération et donne à cet égard des garanties objectives du caractère pacifique de son programme. Or l'AIEA a constaté que ses activités nucléaires avaient été conduites dans la dissimulation. Par ailleurs, l'Iran poursuit un programme de missiles inquiétant.

Lorsque nous avons eu connaissance que l'Iran violait ses engagements, nous avons cherché, avec nos partenaires européens, à résoudre ce problème par la négociation. Ce fut l'accord de Paris de novembre 2004 sur la suspension des activités de conversion et d'enrichissement. Les

Europeens ont alors proposé à l'Iran un vaste programme de coopération comportant en particulier une aide au nucléaire civil. Les décisions des dirigeants iraniens, en août 2005 et janvier 2006, de reprendre unilatéralement les activités sensibles à l'encontre des résolutions unanimes de l'AIEA ont interrompu ce processus. D'où la réaction de la communauté internationale.

Le conseil des gouverneurs de l'AIEA a saisi le Conseil de sécurité avec un très large soutien. Celui-ci a, à son tour, demandé à l'Iran de suspendre les activités sensibles de production de matières fissiles. Dans les deux cas, la communauté internationale a travaillé par consensus et les décisions au Conseil de sécurité ont été prises à l'unanimité. Par ailleurs, la France et l'Égypte ont obtenu que l'AIEA souligne que la solution du problème iranien contribuerait à la réalisation de l'objectif d'un Moyen-Orient libre d'armes de destruction massive et de missiles.

Je le dis avec force : la porte reste ouverte à une reprise des discussions, dès lors que l'Iran se conforme aux demandes de l'AIEA et du Conseil de sécurité. Plus que jamais, le choix est dans les mains des dirigeants iraniens. Ils doivent comprendre que pour la communauté internationale, la perspective d'un Iran militairement nucléarisé est inacceptable.

Bien entendu, j'attache la plus haute importance au point de vue du Président MOUBARAK sur cette affaire capitale pour la paix dans la région et dans le monde. Je partage d'ailleurs tout à fait sa conviction que l'instauration au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs constituerait un progrès pour la paix et la stabilité dans la région.

QUESTION - Serge BRAMMERTZ, Président de la commission d'enquête internationale sur l'assassinat de Rafic HARIRI, a présenté son rapport initial. Est-ce que vous êtes satisfait de la coopération de la Syrie avec la commission ? Et qu'attendez-vous de la Syrie dans la phase prochaine de l'enquête ? Et est-ce que vous envisagez de mettre fin à son isolement international en cas de sa coopération totale ?

LE PRÉSIDENT - La France, unie au Liban par des liens historiques, est engagée avec la communauté internationale pour permettre au peuple libanais de recouvrer sa pleine indépendance et sa pleine souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Ce processus a franchi une étape importante avec le départ des troupes syriennes du Liban en avril 2005, puis l'organisation d'élections libres et transparentes en juin. Ce sont là des acquis essentiels. Mais pour faire aboutir ce processus, il faut que cessent les ingérences extérieures et que les résolutions des Nations unies soient pleinement appliquées. Il faut faire la lumière sur les attentats qui ont fait payer un tribut si lourd aux défenseurs de la liberté et de l'indépendance du Liban. A cet effet, la France, comme d'ailleurs l'Égypte, soutient pleinement la commission d'enquête internationale dirigée par M. Serge BRAMMERTZ. La mise en place, dans les meilleurs délais, d'un tribunal international permettra d'assurer une justice efficace et sereine.

S'agissant de la Syrie, il lui est aisé d'améliorer ses relations avec la communauté internationale en se conformant aux décisions du Conseil de sécurité. Votées le plus souvent à l'unanimité, elles sont claires. Elles lui demandent de ne pas interférer dans les affaires intérieures libanaises. Elles lui demandent de cesser son soutien aux forces qui cherchent la déstabilisation du Liban.

C'est pour la Syrie l'occasion d'établir, avec le Liban, une relation fondée sur l'égalité et respectueuse de la souveraineté mutuelle. Les liens entre les peuples syrien et libanais sont d'ordre historique, politique, culturel et économique. Ils ont leur dimension stratégique. La confiance et l'estime réciproques peuvent les faire fructifier dans l'intérêt des deux États.

J'apprécie, comme la communauté internationale tout entière, le rôle actif que le Président MOUBARAK joue et notre concertation sur ce sujet est permanente. Je sais aussi que notre politique sur ce dossier n'est pas toujours bien comprise. Pourtant, nous n'avons jamais varié dans nos convictions et nos engagements en faveur de la souveraineté du Liban. Nous n'avons pas non plus d'agenda caché concernant la Syrie, qui est un grand pays de la région ayant vocation à revenir dans le jeu normal des relations internationales et de retrouver, en particulier, ses relations traditionnelles avec la France.

Mais pour cela, la Syrie doit changer de comportement, en particulier dans ses relations avec le Liban, et coopérer sans réserve avec la commission internationale d'enquête.

QUESTION - Beaucoup d'observateurs ont parlé d'un rapprochement dans la vision politique de

la France et l'Union Européenne à celle des Etats-Unis, surtout en ce qui concerne le Liban et l'Iran. Est-ce que ce rapprochement s'étend aux autres problèmes du Moyen Orient, surtout l'Irak, et la politique des réformes ? Et est ce que ce rapprochement est fait seulement de votre part ? Ou a-t-il été réciproque ?

LE PRESIDENT - Nous sommes amis et alliés des Etats-Unis depuis l'indépendance de ce pays, à laquelle la France a joué un rôle décisif. Nous voulons, comme eux, travailler à la paix et à la sécurité internationale. Nous cherchons, chaque fois que c'est possible, à partager nos analyses, échanger notre vision du monde et notre expérience, engager des initiatives qui rassemblent la communauté internationale. Et quand nous ne sommes pas d'accord, nous le disons, comme on doit faire entre alliés.

QUESTION - La conférence internationale de Barcelone sur la coopération euro méditerranéenne n'a pas atteint son but. Est-ce que vous envisagez de faire renaître Barcelone et ses principes pour encourager la coopération culturelle, politique, économique et sociale entre les pays du bassin méditerranéen ?

LE PRESIDENT - Je me permettrai de nuancer votre jugement sur Barcelone. En dix ans, le partenariat euro méditerranéen, seule enceinte réunissant l'ensemble des pays riverains, a conquis une vraie légitimité. Il peut se targuer d'un bilan. Un espace commun s'est créé, riche de flux humains, économiques et culturels. Un dialogue de sécurité et de défense s'y déroule. Des accords d'association y ont été conclus qui ont permis un début d'intégration régionale.

D'importants moyens financiers ont été mis en oeuvre. Cette légitimité est aussi fondée sur une démarche spécifique : c'est un partenariat fondé sur l'égalité et un dialogue continu.

Aujourd'hui, c'est vrai, de nouvelles urgences s'imposent. Les deux rives aspirent à davantage de sécurité, en particulier contre le terrorisme, à plus de croissance et à plus d'échanges culturels et humains. Se pose aussi le problème du contrôle des flux migratoires. Ensemble, nous avons décidé de développer des réponses nouvelles à ces nouveaux défis. Il nous faut introduire une meilleure réciprocité dans la relation entre les deux rives. Nous devons être plus efficaces, introduire dans notre partenariat le concept européen de coopérations renforcées, pour que les pays les plus intéressés puissent aller de l'avant.

J'ai aussi proposé de nouveaux instruments, comme l'instauration d'un secrétariat politique paritaire ou d'un mécanisme renforcé de dialogue politique, et de mobiliser des moyens supplémentaires, en particulier avec la création à terme d'une Banque de développement dédiée à la Méditerranée. J'ai enfin souhaité aller plus loin dans notre dialogue culturel en lançant un "atelier culturel méditerranéen" qui rassemblera créateurs, penseurs et décideurs de nos pays. Sur toutes ces questions, l'Égypte joue un rôle moteur pour préserver l'originalité du processus de Barcelone et en renforcer l'efficacité. La tenue en Égypte, quelques jours après ma visite, d'une réunion du Forum méditerranéen à laquelle participera la France, en est une illustration supplémentaire.

QUESTION - On a l'impression que les pays occidentaux sont menacés par la globalisation, est ce que vous avez la même impression ? Et est ce qu'il y a des limites de la globalisation dans les pays démocratiques avec une économie de marché ?

LE PRESIDENT - Avec la mondialisation, tout se sait, immédiatement et partout. Nous ne sommes plus isolés, chacun dans son pays : nous partageons le même espace et nos destins deviennent intimement liés.

Cette réalité nouvelle, profondément étrangère à l'expérience séculaire de nos peuples et de nos pays, doit nous conduire à redoubler d'attention et d'efforts pour préserver la paix. Plus que jamais, nous devons affirmer les valeurs universelles qui fondent notre existence en commun.

Mais admettre aussi qu'elles se déclinent dans des contextes nationaux et doivent s'introduire au rythme de chacun. Nous devons respecter la diversité des peuples, des civilisations, des cultures, nous attacher aux valeurs de la tolérance et cultiver toutes les occasions de dialogue pour éviter les incompréhensions. Le protectionnisme ne mène à rien. Avec lui se profilent enfermement et déclin.

Après des années où a prévalu l'illusion que la mondialisation de l'économie suffirait à résoudre

tous les problèmes du développement, la communauté internationale admet aujourd'hui l'exigence de solidarité. En dépit de l'augmentation constante de la richesse globale, le tiers de l'humanité continue à survivre avec moins d'un euro par jour. Loin de réduire ces inégalités, la mondialisation les creuse encore davantage. La croissance démographique, qui se concentre dans les régions les plus défavorisées, aggrave le phénomène. Plus que tout autre, le continent africain porte le poids de ces déséquilibres et des déséquilibres contraires à la morale la plus élémentaire et qui menacent gravement la paix et la stabilité mondiale. Il serait irresponsable de l'ignorer et de ne pas agir.

QUESTION - Le Secrétaire Général de l'ONU a pris des décisions pour la réforme de l'organisation internationale, comme la fondation du Conseil des droits de l'homme, malgré l'opposition des Etats-Unis. Comment envisagez-vous ces réformes, et pensez-vous qu'il y a une possibilité de sauver l'ONU pour qu'elle joue une nouvelle fois son rôle principal dans le monde?

LE PRESIDENT - L'active participation de la France à la réforme des Nations unies dans toutes ses dimensions n'aurait pas de sens si nous n'étions pas intimement convaincus du rôle primordial de cette instance pour la paix et l'équilibre du monde.

Le point clé de cette réforme, c'est de renforcer l'autorité et donc la représentativité du Conseil de sécurité. Ceci passe par un élargissement du nombre de ses membres, qui devra permettre notamment à l'Afrique de tenir toute sa place.

Le Conseil des Droits de l'homme est également un élément essentiel de cette réforme. Nous partageons avec l'Egypte la conviction que seules les Nations unies possèdent le mandat, la légitimité et l'universalité nécessaires pour traiter efficacement les situations graves en la matière. Plus permanent que la Commission, le Conseil permettra un suivi en continu de la situation à travers le monde. Doté d'un statut rehaussé, il bénéficiera d'une légitimité et d'une autorité renouvelées, qui profiteront à l'ensemble des Nations unies.

QUESTION - Avez-vous un message à adresser au peuple égyptien ?

LE PRESIDENT - On a toujours un message à adresser à un ami ! C'est un message de respect et de confiance. Respect pour ce que représente le peuple égyptien et confiance dans son avenir.

L'Egypte se dirige avec beaucoup d'énergie et d'intelligence vers le progrès et la modernité. Je me réjouis beaucoup, par exemple, d'aller au « smart village », parce que c'est tout à fait significatif de ce que veut et peut faire le peuple égyptien, qui est déterminé à devenir un pays fort et moderne. Avec une population qui augmente énormément chaque année, il a besoin de s'adapter en permanence.

Confiance dans l'avenir de l'Egypte et du peuple égyptien. Je parle de la modernité économique et de la puissance de l'Egypte, qui sera un des pays essentiels du monde de demain. Il assume, je crois, cette responsabilité avec beaucoup de sagesse.